

Politique

Au pire moment, la France saborde l'Institut de recherche sur le développement

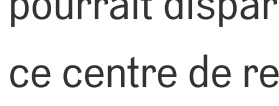


Par [Vincent Lucchese](#)

21 juillet 2026 à 17h03

Mis à jour le 22 juillet 2026 à 16h00

Durée de lecture : 7 minutes



La future fusion de l'Institut de recherche pour le développement avec le CNRS fait craindre à ses agents une dissolution de leur savoir-faire et un coup dur pour l'adaptation au changement climatique. « C'est le flou total », dénoncent-ils.

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) pourrait disparaître dans les prochains mois. Ce, alors que ce centre de recherche, unique en son genre en France, travaille sur de nombreux enjeux globaux (gestion des catastrophes naturelles, adaptation au [changement climatique](#), etc.) et a développé des collaborations précieuses dans plus de 50 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique et dans les territoires d'outre-mer.

La rumeur courait depuis plusieurs jours parmi les 2 300 scientifiques et agents de l'institut ; elle a été confirmée début juillet par la direction. « *Des discussions sont engagées dans le cadre du programme État efficace pour un rapprochement de l'IRD avec le CNRS* », dit à *Reporterre* la direction de l'IRD. Comprendre : l'institut pourrait être absorbé par le Centre national de la recherche scientifique.

Via une dispersion des équipes de l'IRD au sein des instituts existants du CNRS ? Ou via la création d'un nouvel institut dédié ? Avec quelles conséquences pour le budget, les moyens propres, l'autonomie et les savoir-faire spécifiques de l'IRD ?

Toutes ces questions restent à l'heure actuelle sans réponse. La direction de l'IRD nous renvoie vers ses ministères de tutelle, celui de l'Europe et des Affaires étrangères et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Contactés, ils ne nous ont pas répondu.

Un contexte politique antiscience

Dans un document de communication interne à l'IRD, que *Reporterre* a pu consulter, la piste privilégiée par le gouvernement semble être celle d'une intégration de l'IRD en tant que 11^e institut du CNRS. Avec l'objectif d'une fusion extrêmement rapide, visant à être effective au 1^{er} janvier 2027.

Pour ajouter à la confusion et au sentiment de bricolage et d'incohérence qui inquiète les personnels, ce « *rapprochement* » intervient alors que le CNRS projette lui-même de passer de 10 à 7 instituts. Dans ce cas, les équipes de l'IRD seraient plutôt redispachées entre différents instituts, eux-mêmes en pleine recomposition.

Si rien n'a encore été officialisé, le contexte politique laisse entrevoir le pire. Le programme État efficace dans lequel s'inscrit ce projet de « *rapprochement* » est une mission lancée en septembre 2025 par le Premier ministre, Sébastien Lecornu. Elle a [notamment pour objectif](#) « *de regrouper, de fusionner et, si besoin est, de supprimer des structures qui font double emploi dans le même champ de politique publique* ».

En clair : poursuivre la politique austéritaire du gouvernement de coupes budgétaires dans les services publics. Cette même politique qui affaiblit voire menace de suppression, depuis plusieurs mois, de nombreuses agences environnementales [dont l'Ademe](#) (l'Agence de la transition écologique) [ou l'Agence bio](#). En avril 2025, le gouvernement affichait comme slogan la volonté de supprimer [un tiers des agences de l'État](#).

« On n'a rien, pas d'explication, pas d'étude d'impact. C'est le flou total »

Côté recherche publique, la science est également victime de cette politique, le budget du CNRS ayant été brutalement et drastiquement réduit en mars 2026, plaçant la vénérable institution [au bord du gouffre](#). Un comble si celle-ci, déjà paralysée par ces bouleversements, se retrouve à devoir absorber l'IRD.

« *Qu'advient-il des 250 CDD de l'IRD alors que le CNRS a gelé ses propres recrutements de CDD ?* » s'interroge Estienne Rodary, directeur de recherche à l'IRD. *On n'a rien, pas d'explication, pas d'étude d'impact. C'est le flou total.* »

L'institut du temps long et de l'adaptation

Ses craintes sont largement partagées. Le 15 juillet, de nombreuses directrices et directeurs scientifiques de l'IRD signaient une [tribune dans le journal Le Monde](#) appelant le gouvernement à suspendre ce projet de fusion. Le 10 juillet, les directrices et directeurs de 60 unités de recherche ayant l'IRD comme tutelle signaient également une déclaration estimant qu'il était de leur « *devoir d'alerter sur le risque majeur* » que ce projet ferait peser sur le « *modèle scientifique* » singulier qu'est l'IRD.

Cet institut, expliquent les chercheurs dans le texte, a construit depuis plusieurs décennies une culture scientifique transdisciplinaire forte, avec comme pilier la coconstruction des connaissances avec les pays du Sud. Les projets de l'IRD permettent également le travail sur le temps long sur le terrain, avec des missions financées sur plusieurs années partout dans le monde.

« Ce sera une perte sèche pour la France et pour nos partenaires locaux »

« *Nous sommes des ovnis pour nos confrères. Même aux États-Unis, quand ils partent deux mois [sur le terrain], c'est déjà beaucoup. Nous, on a des collaborations sur plusieurs années. Je ne connais pas un autre institut qui ait un profil similaire. Si ça disparaît, ce sera une perte sèche pour la France et pour nos partenaires locaux* », dit Estienne Rodary.

Les chercheurs de l'IRD revendiquent, par cette approche, « *une compréhension fine des réalités sociales, environnementales et culturelles des territoires* ». En travaillant sur le temps long et sur des enjeux globaux, notamment liés aux bouleversements écologiques, leurs travaux font le lien entre les besoins des pays du Sud et ceux de l'Europe.

Par exemple, sur l'adaptation des plantes au changement climatique et les [opportunités de la culture du sorgho](#), y compris en France. Ou sur les manières de [lutter contre les moustiques tigres](#), qui ne cessent de remonter en latitude.

L'inquiétude des partenaires étrangers

Autant de sujets qui impliquent de nombreux pays où sont déployés les chercheurs de l'IRD, et qui font de l'institut un outil non seulement scientifique, mais également diplomatique, soulignent les auteurs de la tribune dans *Le Monde*.

« *La disparition [de l'IRD] serait particulièrement mal vécue par les partenaires de la France. Alors que les collaborations scientifiques maintiennent les relations au-delà des aléas de la géopolitique, elle viendrait affaiblir encore l'influence de la France et renforcer un sentiment d'hostilité, déjà bien présent dans certaines régions du monde* », écrivent-ils.

Le consortium de chercheurs africains Global Africa, lié par de nombreuses collaborations à l'IRD, s'est également ému dans un courriel de ce projet de fusion. « *Cette décision ne concerne pas que la France. Elle touche directement les partenariats que nous construisons avec l'IRD depuis des décennies — des partenariats qui ne relèvent pas de l'aide, mais d'une coproduction de connaissances fondée sur la confiance, la durée et la réciprocité* », rappellent-ils, demandant à ce que « *la mission spécifique de l'IRD* » soit préservée.

Rien n'est moins sûr, pourtant. Une fois opérationnelle, l'absorption de l'IRD par le CNRS fait craindre à ses agents une dissolution de ses spécificités, de ses réseaux et de son savoir-faire. Sans parler de la grande inconnue du budget, dont personne ne sait dans quelle proportion le gouvernement pourrait en profiter pour le rogner.

« *L'impact majeur de nos travaux et leur pertinence dans un contexte de bouleversements environnementaux et de recompositions géopolitiques à l'échelle globale démontrent l'efficacité du modèle de l'IRD pour la science des solutions et la coopération internationale en recherche. C'est pourquoi il est essentiel de préserver l'identité, les collectifs, les méthodes et les outils qui rendent possible ces résultats* », nous dit la direction de l'IRD, dans une forme de plaidoirie spontanée qui traduit son impuissance face au sort que lui réserve le gouvernement.

Pas sûr que celui-ci soit sensible à son argumentaire. En pleine canicule historiquement précoce, au mois de mai, il décidait de [dissoudre une entité de recherche](#) sur l'adaptation urbaine au changement climatique. Il pourrait tout aussi bien décider d'affaiblir durablement un institut chargé de comprendre sur le temps long comment s'adapter aux plus grands enjeux de notre siècle.

On ne va pas vous le cacher : à Reporterre, on est inquiets.

Entre la présence d'un climatodénialiste à la tête de la première puissance mondiale, un gouvernement français qui flirte avec l'extrême droite, des canicules qui s'enchainent dès le mois de mai... Faire vivre l'écologie dans le débat public est un enjeu crucial.

Mais au milieu de la tempête, *Reporterre* garde le cap. Nous refusons de céder au sensationnalisme, à la panique et aux raccourcis. Chaque jour, nous enquêtons, nous expliquons, nous documentons avec une ligne claire : informer plutôt qu'enflammer les esprits.

Chez *Reporterre*, il n'y a ni actionnaire, ni propriétaire, ni milliardaire : le média est à but non lucratif. **Nous sommes financés à 95% par 1,6% de nos lectrices et lecteurs.**

Concrètement, ça veut dire que :

- **Personne ne modifie ce que nous publions.**
- Nous ne cherchons pas à capter votre attention mais **à traiter les sujets qui méritent votre attention.**
- Nous pouvons laisser tous nos articles **en accès libre pour toutes et tous**, sans conditions de ressources.

Il n'y a pas d'action collective sans information libre.

Et c'est grâce à vous qu'elle peut exister.

👉 **Un don d'1€, c'est déjà un geste fort.**

👉 **Un soutien mensuel nous permet d'investir, de financer des enquêtes, de penser dans la durée.**

En échange de votre don, pas de t-shirt, pas d'articles réservés.

Mais un journalisme **libre, rigoureux et accessible à tous, toujours.**

Ça vous prendra moins de 2 minutes.

Merci 🍀

Je soutiens *Reporterre*

Si vous en avez les moyens, choisissez un soutien mensuel. Merci.

Abonnez-vous à la lettre d'info de Reporterre

- ☐ La Quotidienne
- ☐ L'Hebdomadaire
- ☐ L'Étincelle, la mensuelle 100% bonnes nouvelles

Courriel

Valider

Après cet article

Sciences

« Ça va craquer » : le cri de détresse des laboratoires français du CNRS

Politique

Sciences

Sur le même thème

Politique

« Monique Barbut joue aux Lego » : la réforme qui plonge le ministère de la Transition écologique dans le flou

Politique

À la demande de Macron, la ministre de la Transition écologique reste à son poste

Politique

Opposée au retour de l'acétamipride, la ministre de la Transition écologique démissionne... Macron la rattrape

Entretien – Politique

Jean-Luc Mélenchon : « Une nouvelle gauche d'action a surgi, elle est faite d'insoumis et de verts, tous écologistes »

Politique

Au pire moment, la France saborde l'Institut de recherche sur le développement

Reportage – Agriculture

« Des alliés du cancer » : les députés adoptent la loi d'urgence agricole, les opposants révoltés

Entretien – Montagne

« La montagne devrait être un lieu à vivre, pas un parc d'attraction géant »

Enquête – Politique

Hugo Clément, et le jeu dangereux de l'écologie « dépolitisée »

Articles récents

Idée – Canicule

Finis la « belle saison » : l'été est devenu la saison du confinement

Politique

« Monique Barbut joue aux Lego » : la réforme qui plonge le ministère de la Transition écologique dans le flou

Reportage – Eau

Se baigner malgré les cyanobactéries : l'expérimentation réussie des gorges du Tarn

Santé

Canicule de juin : 5 764 morts en excès, un bilan inédit depuis 2003

Quotidien

Consigne du verre : les groupes industriels reprennent la main en écartant les petites boîtes

Reportage – Montagne

Pris d'assaut par les campeurs, ces lacs de montagne instaurent des quotas

Habitat et urbanisme

Les maisons fissurées pourraient coûter jusqu'à 500 milliards d'euros

Incendies

Cagnotte pour Fontainebleau : l'écran de fumée d'Emmanuel Macron

À propos de *Reporterre*

Reporterre est un média indépendant dédié à l'écologie sous toutes ses formes. Le journal est géré par une association d'intérêt général à but non lucratif, et n'a donc pas d'actionnaire. Il emploie une équipe de journalistes professionnels, et de nombreux contributeurs. Le journal est en accès libre, sans publicité, et financé à 95% par les dons de ses lectrices et lecteurs.

En savoir plus

Rédaction

Reporterre
16 bd Jules Ferry
75011 Paris

Contactez Reporterre

Une question ? Consultez la FAQ

Les livres Reporterre / Seuil

RGPD

Recrutements

Conditions générales d'utilisation